

## **COMMUNIQUE DU CONSEIL DES MINISTRES DU MERCREDI 23 AOÛT 2006**

Le Conseil des Ministres s'est réuni le mercredi 23 août 2006, au Palais de la Présidence de la République au Plateau, sous la présidence de son Excellence Monsieur Laurent GBAGBO, Président de la République.

Avant d'ouvrir les travaux du Conseil, le Président de la République a donné la parole au Premier ministre pour faire le point de l'activité socio-politique, notamment en ce qui est des aspects touchant au programme de sortie de crise. Prenant la parole, le Premier ministre a rappelé la nécessité d'entretenir l'espoir né au sein de la population ivoirienne, qui croit à juste titre que la sortie de crise est proche.

Le Chef du Gouvernement a insisté sur le fait qu'il faut mettre fin aux angoisses du peuple et chercher à arriver dans les meilleurs délais à sortir de la crise actuelle.

Pour ce faire, chacun doit accepter le compromis et le dépassement de soi. S'agissant particulièrement des Membres du Gouvernement, le Premier ministre a dit qu'ils sont tenus d'observer le principe de la solidarité gouvernementale et de garder le secret des délibérations.

Abordant son ordre du jour, le Conseil a examiné plusieurs projets de décrets et entendu diverses communications.

### **I – PROJETS DE DECRETS**

#### **A - Mesures générales Au titre du Ministère des Mines et de l'Energie**

Sur présentation du ministre, et après délibérations du Conseil, le Président de la République a signé deux décrets :

- Le premier décret porte attribution d'un permis de recherches minières à la Société "TAURIAN IRON & STEEL COMPANY PVT LTD" dans la zone de TAGADI, Département de Bondoukou
- Le second décret porte attribution d'un permis de recherches minières à la Société "TAURIAN IRON & STEEL COMPANY PVT LTD" dans la zone de SOROBANGO, Département de Bondoukou.

Ces permis de recherches minières, valables pour le manganèse, sont accordés pour une durée de trois années à compter de la signature des présents décrets.

La société bénéficiaire s'engage au cours de cette période, à effectuer des dépenses d'un montant minimum de deux cent dix millions (210 000 000) de francs CFA pour chaque zone, soit un total de quatre cent vingt millions (420 000 000 F CFA) de francs CFA en travaux de prospection, de recherches et de développement des gisements reconnus à l'intérieur des périmètres couverts par les permis de recherches. Au titre du Ministère des Infrastructures Economiques

Le Conseil a entendu une communication relative à la situation de l'approvisionnement en eau potable en Côte d'Ivoire et à l'adoption d'un programme d'urgence.

La communication évoque l'aggravation des difficultés d'approvisionnement en eau potable des populations par les services publics, en raison de la dégradation des installations hydrauliques occasionnée par la guerre et la partition du pays.

Elle indique qu'un Comité national d'urgence pour l'accès à l'eau a été créé depuis le 15 septembre 2005, qui a dégagé un programme prioritaire destiné à apporter une solution efficiente en la matière.

Elle énonce qu'il convient :

S'agissant de l'hydraulique villageoise, d'assurer la réparation de 3500 pompes en panne, de préférence par des opérateurs privés à travers un contrat de maintenance;

S'agissant de l'hydraulique urbaine, de remédier à la question de :

L'insuffisance de production d'eau potable;

Fuites d'eau sur le réseau ;

Réseaux publics d'eau endommagés ;

Règlement des impayés.

La communication évoque également :

L'engagement de l'Etat à assurer sur fonds propres la remise en état des pompes en panne ;

La prise en compte par l'Union Européenne des arriérés de l'Etat à hauteur de 4 milliards de francs CFA ;

La nécessité d'obtenir pour le programme prioritaire environ 17,985 milliards de F CFA pour le court terme.

Le Conseil a adopté les conclusions de cette communication.

Suite à cette communication, sur présentation du ministre, et après délibérations du Conseil, le Président de la République a signé un décret portant création et organisation de la Société dénommée "Office National de l'Eau Potable" (ONEP).

Le décret vise à créer une Société d'Etat chargée d'apporter à l'Etat et aux collectivités territoriales une assistance pour assurer l'accès à l'eau potable des populations sur l'ensemble du territoire.

Ce texte tend à introduire une réforme institutionnelle dans le secteur de l'eau potable, en vue de mobiliser les financements pour le développement des investissements et garantir ainsi la performance des compétences. Au titre du Ministère délégué auprès du Premier ministre, chargé de la Communication

Sur présentation du ministre, et après délibérations du Conseil, le Président de la République a signé un décret portant organisation et fonctionnement du Conseil national de la communication audiovisuelle, en abrégé CNCA.

Le présent décret vise à déterminer les modalités d'organisation et de fonctionnement du CNCA.

Il indique et précise :

La composition du CNCA et les modalités et conditions de nomination de ses membres ;

Les missions de régulation administrative et de contrôle des acteurs et opérateurs du secteur de la communication audio-visuelle ;

Le rôle que doit jouer le CNCA en vue de garantir l'indépendance et d'assurer l'impartialité du secteur public de la communication audio-visuelle ;

L'indépendance des membres du CNCA ainsi que les incompatibilités auxquelles ils sont astreints.

Pour l'essentiel, il s'agit de mettre en œuvre au plan réglementaire la réforme du secteur de la communication audio-visuelle, telle que prévue par la loi n° 2004-644 du 14 décembre 2004 portant régime juridique de la communication audiovisuelle.

## **B - Mesures Individuelles**

Au titre du Ministère d'Etat, Ministère du Plan et du Développement

Sur proposition du ministre d'Etat et après délibérations du Conseil, le Président de la République a signé trois décrets portant nomination de directeurs d'Administration Centrale.

Le premier décret porte nomination de Directeurs à la Direction Générale du Plan. Ainsi sont nommés :

M. SALL Adama, Directeur de la Planification ;

M. DIABY Lanciné, Directeur du Développement ;

M. KOUAME KOUAKOU Lacina, Directeur de la Coordination, du Contrôle et de l'Evaluation.

Le deuxième décret porte nomination de Directeurs à la Direction Générale du Développement de l'Economie Régionale. Ainsi sont nommés :

M. SERI KANON, Directeur du Développement de l'Economie Régionale;

M. LOHOURIGNON Maurice, Directeur de l'Analyse et de l'Aménagement du Territoire.

Le troisième décret porte nomination de Directeurs à la Direction Générale de la Population et du Renforcement des Capacités. Ainsi sont nommés :

M. ESSAN KODIA Valentin, Directeur des Politiques de Population ;

M. LOKPO Ibrahim, Directeur du Suivi-Evaluation ;

Mme BOSSO BROU, née KOUASSI AMELAN SI Yvonne, Directeur du Renforcement des Capacités Nationales. Au titre du Ministère de l'Agriculture

Sur proposition du ministre et après délibérations du Conseil, le Président de la République a signé quatre décrets :

Le premier décret porte nomination de l'Inspecteur Général du Ministère ;

Le deuxième décret porte nomination de Directeurs Généraux ;

Le troisième décret porte nomination de Directeurs d'Administration Centrale ;

Le quatrième décret porte nomination de Chefs de Services.

Ainsi sont nommés :

M. KOFFI Adou Valentin, Inspecteur Général du Ministère de l'Agriculture

Mme TOURE Diénébou épouse CONDE, Directeur Général des Productions et de la Diversification Agricoles

M. TRAORE Salif, Directeur Général du Développement Rural

M. Falle DIABAGATE, Directeur Général de la Planification, du Contrôle des Projets et des Statistiques

M. N'DRI APIA EDMOND, Directeur des Productions Alimentaires et de la Diversification

M. VANGAH ATEKEBRAI ABEL, Directeur des Productions d'Exportation

M. KOUAME KONAN, Directeur de la Protection des Végétaux, du Contrôle et de la Qualité

M. KOSSA René, Directeur de la Valorisation des Produits

M. NOUFOU COULIBALY, Directeur des Organisations Professionnelles Agricoles

M. SEKONGO NANDOU, Directeur des Aménagements Ruraux et de la Modernisation des Exploitations

M. ZALO LEON DESIRE, Directeur du Foncier Rural et du Cadastre Rural

M. HACCANDY YAO Alexis, Directeur de la Planification et de la Programmation

M. SOGODOGO Alassane, Directeur des Statistiques, de la Documentation et de l'Informatique

M. BACA KOUAKOUA NARCISSE, Directeur de l'Evaluation et du Contrôle des Projets

M. TRAORE IDRISSE, Directeur de la Coopération Internationale Agricole

M. MOUSSA KONE, Directeur des Ressources Humaines et de la Formation

M. AMADOU COULIBALY, Chef du Service de la Communication et des Relations Publiques

Mme COULIBALY BARAKISSA, Chef du Service de la Promotion de l'Agriculture. Au titre du Ministère de l'Agriculture en liaison avec le Ministère délégué auprès du Premier ministre chargé de l'Economie et des Finances

Sur proposition du ministre de l'Agriculture et après délibérations du Conseil, le Président de la République a signé un décret portant nomination de M. Mamadou KONE, Administrateur des Services Financiers, en qualité de Directeur des Affaires Financières et du Patrimoine. Au titre du Ministère des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication

Sur proposition du Ministre des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication et après délibérations du Conseil, le Président de la République a signé un décret portant nomination de Directeurs d'Administration Centrale.

Ainsi sont nommés :

M. DEDE Dadié Roger, Directeur du Développement des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication ;

M. NAKALA Koné, Directeur de la Poste et des Télécommunications;

M. KAMARA Mohamed, Directeur de la Réglementation, des Affaires Juridiques et du Contentieux.

## **II – COMMUNICATIONS**

### **A - Mesures générales Au titre du Premier ministre en liaison avec le Ministère de l'Intérieur**

Le Conseil a entendu une communication relative à la situation sécuritaire de la période du 16 juillet 2006 au 15 août 2006.

La communication établit un bilan des données statistiques relatives à l'évolution de la criminalité durant cette période. Il en résulte une hausse de la criminalité violente due à la prolifération des armes, la paupérisation et la timide collaboration de la population.

Pour apporter une riposte appropriée à cette situation, les forces de l'ordre ont procédé à des arrestations et abattu certains malfaiteurs. Des saisies d'armes et de munitions ont été effectuées au cours des perquisitions.

Il convient d'indiquer que les forces de l'ordre, qui ont été renforcées en moyens opérationnels, ont reçu des consignes pour redoubler de vigilance et pour combattre encore plus vigoureusement l'insécurité.

Le Conseil a adopté les conclusions de cette communication. Au titre du Ministère de la Solidarité et des Victimes de Guerre ;

Le Conseil a entendu une communication relative à l'institution et à l'organisation de la Journée Nationale de la Solidarité.

La communication évoque l'institution d'une Journée Nationale de la Solidarité marquée chaque année par des manifestations commémoratives sur l'ensemble du territoire national.

Elle indique que l'enjeu de la Journée Nationale de la Solidarité est de :

Promouvoir la solidarité nationale en tant que valeur forte de mobilisation nationale constructive ;

Permettre à toutes les couches de la nation d'être impliquées dans les actions de solidarité en faveur des personnes en détresse, sinistrées, démunies et vulnérables ;

Rendre hommage aux personnes physiques ou morales ayant fait preuve de solidarité envers les collectivités en détresse ;

Susciter le partenariat avec les opérateurs économiques, les associations, les clubs de service ;

Mobiliser les ressources additionnelles en faveur des personnes en détresse.

Elle ajoute que la première édition de cette manifestation se déroulera de façon symbolique à Abidjan, le 25 août 2006.

Le Conseil a adopté les conclusions de cette communication. Au titre du Ministère de la Jeunesse, de l'Education Civique et des Sports

Le Conseil a entendu une communication verbale relative aux décès d'anciens sportifs internationaux.

La communication évoque les décès survenus dans le milieu sportif en moins d'un mois et qui concernent les anciennes gloires que sont :

AKA MIEZAN Pascal, ex-sociétaire de l'Africa Sport National, ancien joueur international de football, décédé le 24 juillet 2006 à Abidjan ;

BOKOLA BAH Touré, ex-sociétaire du Stade d'Abidjan, ancien joueur international de football, décédé le 12 août 2006 à Abidjan ;

GRAH Bernard, ex-arbitre international de football et ex-infirmier major au Centre national de médecine du sport à l'Institut national de la jeunesse et des sports d'Abidjan, décédé le 17 août 2006.

La communication indique notamment le programme des obsèques de Feu AKA MIEZAN Pascal, qui débutent le 24 août 2006 pour prendre fin le 26 août 2006.

Le Conseil a adopté les conclusions de cette communication et le ministre de la Jeunesse, de l'Education civique et des Sports a été instruit des dispositions à prendre en vue d'une participation effective du Gouvernement à l'organisation et au déroulement des cérémonies funéraires des sportifs décédés ci-dessus cités, B-Mesure Individuelle Au titre du Ministère de l'Agriculture

Le Conseil a donné son agrément à la nomination de M. DIAMOUTENE Alassane Zié en qualité de Directeur de Cabinet du ministre.

### **III - RÉUNIONS ET VOYAGES**

Réunions en Cote d'Ivoire

Le Conseil a autorisé l'organisation :

- de la 6<sup>ème</sup> édition du concours international de courts métrages vidéo dénommé "Clap Ivoire", qui se déroulera à Abidjan, du 04 au 10 septembre 2006 ;

- De la Journée de l'Arbre dont la célébration est prévue pour cette année à Bouaké, le 26 août 2006.

**Fait à Abidjan, le 23 août 2006**

**LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU GOUVERNEMENT**

**Félix TYEOULOU-DYELA**